

CONTRAINDRE L'ÉTAT FRANÇAIS A APPLIQUER LES DROITS DE L'HOMME AUX PERSONNES D'ASCENDANCE AFRICAINE

Les incendies les plus meurtriers survenus en France
ces dernières semaines endeuillent la communauté noire

Hôtel Paris Opéra, rue de Provence, IX^e arrondissement
15 avril 2005, INCENDIE - Parmi les victimes, 24 tués & 50 blessés

Centre d'hébergement insalubre où les familles ont été relogées par les pouvoirs publics
« provisoirement » (soit depuis 14 ans), 20 Bld Vincent Auriol, XIII^e arrondissement

Nuit du 25/26 août 2005, INCENDIE - Parmi les victimes, 18 tués & 13 blessés

En plein Paris au milieu de la nuit, les pompiers mettent selon plusieurs témoignages, près d'une
demi-heure pour arriver... avec un seul camion.

Le feu aurait démarré en pleine nuit dans la cage d'escalier.

Immeuble insalubre rue du Roi-Doré, III^e arrondissement

29 août 2005, INCENDIE - Parmi les victimes, 7 tués & 14 blessés

Le feu aurait démarré en pleine nuit dans la cage d'escalier.

NB : Parallèlement à ces tragédies de grande ampleur médiatisées, on note en banlieue parisienne
une série d'autres incendies moins meurtriers au cours de cet été 2005 (ex : à Clichy trois incendies
dans des meublés etc.)

LE CONTEXTE PARISIEN ET FRANÇAIS

A Paris, une spéculation immobilière jamais égalée et des prix qui s'envolent,

Un pouvoir politique qui s'attèle à transformer la ville en une vitrine business/tourisme et perçoit les
Africains et les pauvres comme des éléments de pollution de cet environnement idyllique fantasmé,

Des autorités et des spéculateurs parfaitement au fait de l'état du parc immobilier et des conditions
de vie morbides qui règnent dans les taudis, entre morsures de rats à répétition et taux record de
plomb dans le sang des résidents (saturnisme) provoquant périodiquement des décès,

Un Droit d'asile en totale déliquescence alors même que l'État français est comptable devant
l'histoire du pillage de l'Afrique et de la violation du Droit au développement des peuples africains,
facteurs à l'origine de l'exode des populations

La surexploitation des Africains résidant en France via de multiples mécanismes, et au cas particulier
via des loyers injustifiés au vu de l'insalubrité des locaux loués (1000 euros et plus pour des F3...)

Un racisme institutionnel qui s'intensifie à mesure que s'élèvent dans la communauté noire des voix
revendicatives qui demandent des comptes à l'État colonialiste, esclavagiste et impérialiste français,
un État qui persiste à diffuser dans ses écoles un enseignement historique mensonger.

L'affirmation de plus en plus ouverte, à l'heure de l'Europe et de l'Euro-méditerranée, de donner un
visage plus « européen » à la population du futur, entre préférence nationale et priorité européenne.

MIR-France - Boîte 283, 28 rue de la Solidarité, 75019 Paris - mir@wasadugu.org

Le Mouvement International pour les Réparations est un réseau anti-impérialiste, écologiste,
opposé à toutes les discriminations et qui donne la priorité à « la voix des victimes »

LES RECOMMANDATIONS DU MOUVEMENT SOCIAL

Attribuer des logements aux familles à la rue, stopper les démolitions des logements sociaux viables, réquisitionner des logements vides, affecter au logement social les locaux réhabilités qui ont été évacués pour raison de sécurité, rénover les meublés insalubres pour les transformer en foyers, intimor l'ordre aux bailleurs sociaux de cesser de freiner l'entrée des familles noires dans le parc social alors même que ces familles d'origine africaine sont depuis 30 ans sur-représentées dans l'occupation des taudis de France du fait précisément du racisme qui sévit dans l'accès au logement...

TOUTES CES MESURES RELEVANT DE LA VOLONTE POLITIQUE ET LES POUVOIRS PUBLICS FRANÇAIS ONT AMPLEMENT DEMONTRE AU COURS DES DERNIERES DECENNIES QUE CETTE VOLONTE N'EXISTE PAS.

...Il y a des tragédies qui ne relèvent pas de la fatalité mais résultent de choix politico-économiques : ces dernières semaines la communauté noire en a fait à deux autres reprises la cruelle expérience, avec le 16 août 2005 le crash de l'avion de la West Carribean assurant la liaison entre le Panama et la Martinique et début septembre aux USA, l'abandon de la population des États du Sud dévastés par l'ouragan ; un « abandon » planifié, qui marque le franchissement d'un nouveau seuil dans l'intensification de la guerre intérieure contre certaines populations.

En France, alors que les familles pleurent leurs morts brûlés vifs en pleine capitale, les commentaires sournois et indécents, et le langage guerrier de certains responsables politiques, et cela au plus fort de la tragédie, en disent long.

La diversion froidement orchestrée par le pouvoir, entre culpabilisation du mode de vie des victimes (familles nombreuses stigmatisées lorsque d'ascendance africaine, primées lorsque de souche européenne !), et propagande quant au caractère délictueux de leur présence sur le sol français (alors que nombre d'entre elles avaient la nationalité française ou des cartes de séjour en règle !), démontre assez que la communauté noire demeure dans la France de 2005 en marge même de l'humanité.

URGENCE MOBILISATION

Parce que le racisme s'intensifie dans ce pays de jour en jour, et parce que c'est de la vie ou de la mort de ses enfants dont il s'agit, plus que jamais, la communauté noire doit dans cet environnement hostile trouver les voies de la résolution de ses problèmes en sachant qu'elle ne peut avant tout compter que sur elle-même. S'il lui restait des doutes à ce sujet, ils se seront envolés chez les plus anesthésiés à l'audition de la belle unanimité des pouvoirs publics et des associations caritatives à affirmer que tel immeuble pourtant filmé en avril par France 2, n'était pas insalubre...

DES LORS, L'UNE DES QUESTIONS QUI SE POSENT À LA COMMUNAUTE EST LA SUIVANTE :

POUR CETTE CINQUANTAINE DE BRULES VIFS
ET CES DIZAINES DE RESCAPES BRULES ET BLESSES A DIVERS DEGRES,

S'AGIRA-T-IL UNE FOIS ENCORE D'HOMICIDES SANS RESPONSABLES ?
D'HOMICIDES SANS MEURTRIERS ?

Il y a urgence à mettre sur pied un Collectif pour le respect des Droits Humains des Personnes d'ascendance Africaine résidant en France (CDHPA-France).

L'INSECURITE POUR LES PERSONNES D'ASCENDANCE AFRICAINE RESIDANT EN FRANCE N'A CESSE DE S'ACCENTUER ET FRANCHIT AUJOURD'HUI UNE NOUVELLE ETAPE.

01 septembre 2005

MIR-France - Boîte 283, 28 rue de la Solidarité, 75019 Paris - mir@wasadugu.org

Le Mouvement International pour les Réparations est un réseau anti-impérialiste, écologiste, opposé à toutes les discriminations et qui donne la priorité à « la voix des victimes »